

---

**LA MUTATION DU CONFLIT  
ISRAELO-ARABE  
A TRAVERS 'L'ESPRIT D'OSLO'**

*Daniel van Lerberghe\**

---

\* Assistant de Recherche auprès du Professeur Rafi Israeli, à l'Institut Truman de l'Université Hébraïque de Jérusalem, diplômé du Master en Relations internationales du Centre d'Etudes des Relations Internationales et Stratégiques (CERIS) de l'Université Libre de Bruxelles (ULB).

## *Plan*

### **Introduction**

- I. La Guerre du Kippour, un tournant décisif dans le Conflit israélo-arabe**
- II. Les Accords de Camp David, précurseurs d'Oslo**
- III. L'après Camp David ou la cristallisation du Conflit autour de l'épicentre palestinien**
- IV. De Madrid à Oslo, vers un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien**

### **Conclusion**

## **Introduction**

Le conflit israélo-arabe a toujours soulevé les passions, tant entre les différents belligérants que sur la scène internationale. La question qui vient naturellement à l'esprit en prenant conscience de ce phénomène, consiste à se demander pourquoi ce conflit si particulier engendre tant de passions à l'intérieur et à l'extérieur du cercle des belligérants.

Ce conflit, sans dire qu'il s'agit d'un phénomène unique, contient de manière intrinsèque tous les paramètres d'une dimension passionnelle. Tout d'abord par sa situation géographique, dans la région qui fut le berceau de l'humanité, des trois grandes religions monothéistes, le Judaïsme, le Christianisme et l'Islam. Ensuite, sa position stratégique, au carrefour de l'Occident et de l'Orient, lui confère une importance réelle tant au niveau sécuritaire, qu'en matière de commerce. Le Moyen-Orient a toujours présenté un enjeu d'intérêts pour les différentes puissances régionales et mondiales. Aux routes commerciales évidentes qu'ouvre le Moyen-Orient, un nouveau facteur est apparu au début du XX<sup>ème</sup> siècle avec la découverte dans ses sous-sols d'une ressource devenue aussi utile que stratégique pour toutes les sociétés modernes : le pétrole (découverte en 1908 du premier gisement de pétrole dans la région). Ironie du sort, et ce n'est pas le moindre problème, si le Moyen-Orient possède d'assez larges réserves de pétrole, à l'inverse il ne dispose pas de suffisamment d'eau, dont les cours naturels sont de plus très inégalement répartis. Il convient de mentionner, que la ' guerre de l'eau' rend le conflit israélo-arabe encore plus âpre.

Un dernier élément fondamental qu'il faut prendre en considération pour aborder le conflit israélo-arabe, tient dans sa durée : pour certains une centaine d'années, en désignant comme origine la 'pré-partition' initiale de la région, et pour d'autres cinquante ans, c'est-à-dire depuis la création de l'Etat d'Israël. Bien que dans un cas comme dans l'autre, l'analyse du conflit n'en soit pas moins complexe.

Ce bref aperçu des facteurs qui confèrent aux tensions moyen-orientales un caractère aussi excessivement passionnel, ainsi qu'une dimension stratégique cruciale, ne font qu'accentuer la complexité des décisions politiques qui jalonnent ce conflit ainsi que les tentatives de résolutions y afférant. Ainsi, c'est en prenant conscience des nombreuses dimensions qu'il revêt, et à la lumière des différents éléments de la problématique du Conflit israélo-arabe, qu'il faut aborder les origines du Processus de Paix au Moyen-Orient au travers d'une question générique : 'pourquoi Oslo?'.  
Autrement dit, il faut rechercher les facteurs, tant factuels que

psychologiques<sup>1</sup>, qui ont influencé et guidé le processus de 'Gestion de conflit' ('*Conflict Management*') engagé au Proche-Orient et qui est entré dans sa 'phase finale'<sup>2</sup> en ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, en grande partie à l'origine du conflit globale israélo-arabe.

Il faudrait bien plus d'un article, plus d'un volume à n'en pas douter, pour présenter dans le détail l'ensemble des éléments historiques, sociaux, religieux, économiques, culturels, qui ont modelé cette région du monde. C'est pourquoi le présent article se limite à une analyse des faits qui ont marqué le processus de 'Gestion de conflit' au Proche-Orient, et qui sont à l'origine des événements du début des années 90 et des développements qui surviennent encore à l'heure actuelle.

Avant tout, le processus de Paix au Proche-Orient ne doit pas être considéré comme un événement isolé, dans le temps et dans l'espace, du Conflit israélo-arabe, mais plutôt comme la continuité d'un mouvement politico-historique qui commence après la Guerre des Six Jours (1967) et qui se poursuit au lendemain de la Guerre du Kippour (1973). Il s'agit donc de déterminer la corrélation entre les différents événements qui ont marqué le long chemin jusqu'à Oslo, et le processus engagé depuis lors. Seulement, il est malaisé de tenter d'analyser une situation aussi complexe que changeante, dont les évolutions peuvent être rapides, et qui suscite tant d'intérêt dans la communauté internationale. La sur-médiatisation qui accompagne ce processus, comme le moindre soubresaut d'humeur des décideurs de la région, ne permet pas de clarifier davantage l'évolution du règlement des différends par l'évocation presque quotidienne d'événements ponctuels. Mais 'l'Esprit d'Oslo' se détache de la mêlée, par le caractère fondamental des concessions consenties de part et d'autre, et l'irréversibilité qu'il semble avoir généré dans un sens positif entre Israël et les Palestiniens des territoires.

Depuis les Accords d'Oslo en 1993, les rencontres et les sommets se sont succédés : au Caire en 1994, où les modalités du retrait israélien sont négociés dans la douleur, puis une nouvelle entente, intitulée Oslo II, est conclue en septembre 1995 en Egypte et ratifiée quelques jours après à Washington. Ce nouveau volet des accords israélo-palestiniens définit un nouvel échéancier pour le retrait des forces israéliennes en fonction de trois zones d'autorité, la première sous contrôle palestinien total (zone A), la deuxième

---

<sup>1</sup> Eléments psychologiques qui interviennent chez les décideurs et les populations concernées, qui influencent le processus de décision dans la progression ou la régression du processus de 'gestion de conflit'.

<sup>2</sup> Par ce terme, il ne faut pas entendre un règlement définitif conclu à Oslo, mais que le processus est entré ici dans une période où une solution devient concevable, en se gardant de toute certitude.

sous contrôle mixte (zone B), et la dernière sous contrôle exclusivement israélien (zone C). Il fixe également des échéances concernant l'élection du Parlement et du Président de l'Autorité palestinienne, et le début des négociations sur le statut final des territoires. L'Accord d'Hébron en 1997, ceux de Wye River en 1998 et de Charm el Cheikh en 1999, réajustent sans cesse les calendriers précédemment fixés, et dont le non-respect est dénoncé par les uns et les autres, qui s'accusent mutuellement, soit de poursuivre la colonisation dans les territoires occupés, soit de ne pas modifier les dispositions de la Charte constitutive de l'OLP qui évoquent la destruction d'Israël, soit encore de geler les négociations sur le statut final. Actuellement, se tient aux Etats-Unis 'Camp David 2000', des pourparlers convoqués à la hâte alors que Yasser Arafat annonçait son intention de proclamer l'Etat palestinien le 13 septembre suivant.

Malgré ces trop nombreux retards – la « période intérimaire » initialement prévue à Oslo, il y a sept ans déjà, aurait dû s'achever le 4 mai 1999 – et en dépit de quelques avancées manifestes – libérations de prisonniers palestiniens, les deux premiers retraits israéliens – le dernier retrait des forces de Tsahal et l'accord-cadre sur les questions fondamentales du conflit israélo-palestinien, ne trouvent pas d'issues concrètes qui en permettraient l'application ou la conclusion.

Cependant, les objectifs permettant d'atteindre un règlement du conflit israélo-palestinien ont été irrémédiablement désignés par les Accords d'Oslo de 1993. Ils marquent un pas de géant dans les négociations entre les deux parties, si longtemps arc-boutées sur des positions antagonistes. Evidemment, la feuille de route des uns et des autres diffère, et les opinions ne se rencontrent pas toujours. C'est une longue marche, tortueuse, dans une atmosphère aride, mais dont le but demeure l'accomplissement du processus de paix engagé en 1993, et l'établissement d'une confiance réciproque, celle de 'l'Esprit d'Oslo'.

C'est pourquoi, il est préférable de se limiter à l'étude de l'évolution du Conflit israélo-arabe 'global' et aux conséquences des Accords de Camp David, dans un premier temps, qui sous certains angles (la visite de Sadate à Jérusalem, par exemple) préfigurent les étapes du processus de règlement du conflit israélo-palestinien, avant d'envisager les difficultés liées à la conclusion des Accords d'Oslo, dans un second temps. Au préalable, il apparaît nécessaire de revenir aux événements de 1973, dont les répercussions ne sont pas neutres.

## I. La Guerre du Kippour, un tournant décisif dans le Conflit israélo-arabe

Le Conflit israélo-arabe a été longtemps analysé comme un 'conflit à somme nulle'<sup>3</sup>. Cette acception est exacte avant 1974, date à laquelle deux accords de désengagement des forces ont été signés entre le gouvernement de l'Etat d'Israël et la République arabe unie d'Egypte (le 18 janvier 1974)<sup>4</sup> d'une part, et entre Israël et la Syrie (le 30 mai 1974)<sup>5</sup> d'autre part.

Force est de constater que le Conflit israélo-arabe – jusque là un 'conflit à somme nulle' – s'en est trouvé transformée, puisqu'un processus de négociations a été engagé, au-delà d'un simple cessez-le-feu, interprété par les parties comme une trêve entre deux guerres. En d'autres termes, Israël, l'Egypte et la Syrie, ont accepté de réévaluer leurs antagonismes parfois violents, sous l'angle de la négociation et de l'arrêt des hostilités, et non plus dans la perspective où si l'un gagne, l'autre perd automatiquement.

Pour pouvoir comprendre ce mécanisme, communément désigné sous son appellation anglaise de '*Learning Process*'<sup>6</sup> (processus de rapprochement ou d'apaisement, suivant les cas), qui s'est produit à la suite de la Guerre du Kippour, et qui a permis de s'extraire de la situation 'à somme nulle' – qu'il ne serait pas excessif de qualifier de 'totale'<sup>7</sup> – pour passer à une situation de 'Gestion de conflit', il s'agit de présenter les diverses 'options possibles' qui s'offraient aux acteurs du conflit tant à la veille qu'au lendemain de la quatrième guerre israélo-arabe:

1. *Maintenir le 'statu quo'*;
2. *Essayer d'abolir le 'statu quo' par tous moyens, y compris la force*;
3. *Remplacer le 'statu quo' par un 'accord explicite' ou un traité.*<sup>8</sup>

Ces options résultent de la situation qui prévalait avant la Guerre du Kippour, et elle-même issue de la Guerre des Six Jours (1967), de la fulgurante victoire d'Israël sur les armées arabes de l'Egypte, de la Jordanie et de la Syrie, ainsi que sur les factions palestiniennes réunies autour de l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine, *Munazzamat At-Tahrir Filastiniyah* en arabe) et de

---

<sup>3</sup> Terme dérivé de 'la théorie des jeux', qui énonce l'hypothèse suivant laquelle, lorsque deux protagonistes se trouvent face à une situation dite 'à somme nulle', cela signifie que si l'un des deux gagne, l'autre perd et réciproquement.

<sup>4</sup> Cf. Lapidoth Ruth et Hirsh Moshe (eds.), *The Arab-Israel Conflict and its Resolution: Selected Documents* (Dordrecht/Boston/London, 1992), p. 149-151

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 152-155

<sup>6</sup> Bar-Siman-Tov Yaacov, "The Arab-Israeli Conflict: Learning Conflict resolution". *Journal of Peace Research*, 31 (1), 1994, 75-92, p. 79-80, 88-90.

<sup>7</sup> Forme extrême de 'conflit à somme nulle'.

<sup>8</sup> Diskin Avraham, "The Israeli-Egyptian Peace Process : Second Thoughts", *The Jerusalem Quarterly* (21), Fall 1981, 124-128, p. 126.

son fondateur et Président de l'époque, Ahmed Choukeiry.

En effet, la troisième guerre israélo-arabe (1967) crée déjà de nouvelles données qui vont influencer grandement la suite des événements. La stratégie prônée par Nasser<sup>9</sup> et soutenue par l'OLP de Choukeiry, d'unir et d'engager les pays arabes de la 'ligne de front' dans une guerre totale contre Israël est ainsi réalisée, par l'intermédiaire d'attaques commandos (*Fedayun* en arabe) en territoire israélien, à partir de la Bande de Gaza (conquise par l'Égypte en 1948) et de la Cisjordanie (annexée par le Royaume Hachémite en 1948). Malencontreusement, il devait en résulter une défaite cuisante des armées arabes, ainsi que l'occupation par Israël de vastes territoires intégrant *de facto* une large population arabe, en très grande majorité palestinienne<sup>10</sup>.

Pourtant la Guerre des Six Jours n'aura pas eu d'effets immédiats sur la stratégie arabe à l'égard d'Israël, caractérisée par la politique des 'Trois Non'<sup>11</sup>, officiellement déclarée au Sommet de Khartoum du 1er septembre 1967.

La déroute des armées arabes en 1967, constitue avant tout un tournant, une mutation fondamentale de la doctrine du Mouvement national palestinien, constitué en 1964 autour de l'OLP. Dans la logique de la défaite, la stratégie de guerre totale des pays arabes de la ligne de front contre l'État hébreu, prônée par Ahmed Choukeiry, se trouve remise en question. L'arrivée de Yasser Arafat à la tête de l'OLP devait modifier considérablement la doctrine et la stratégie du mouvement, en soulignant l'importance de 'l'auto émancipation' de la Palestine. En d'autres termes, la libération de la Palestine ne signifie pas seulement la libération de son territoire mais aussi de son peuple. Le concept de 'lutte armée' n'est alors plus considéré comme un moyen mais comme une 'vision du monde' basée sur la 'Révolution palestinienne', et intégré dans la Charte nationale palestinienne de 1968 (aux articles 9 et 10 notamment)<sup>12</sup>.

Moins de cinq ans après, la Guerre du Kippour (1973) résulte

---

<sup>9</sup> Cette stratégie de Nasser, constitue un des éléments principaux contenu dans la 'Charte nationale Égyptienne' de 1961. Elle souligne l'importance de 'l'unité arabe' fondée sur l'hégémonie de l'Égypte et de la Syrie sous l'autorité de Nasser, comme moyen d'aboutir à une victoire totale sur Israël à travers une 'Blitzkrieg' (guerre éclair), qui empêcherait les grandes puissances d'intervenir.

<sup>10</sup> La population arabe sous contrôle israélien, après la Guerre des Six Jours, comportait une large majorité de Palestiniens (Musulmans et Chrétiens confondus), une minorité druze (Plateau du Golan) et une autre bédouine (principalement autour de Jérusalem, en Cisjordanie et dans le Sinäï).

<sup>11</sup> Le 1er septembre 1967, le Sommet arabe de Khartoum décide la 'non-reconnaissance d'Israël', la 'non-réconciliation avec Israël' et la 'non-négociation avec Israël' (cf. Enderlin Charles, Paix ou guerres. Les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1997, (Paris, 1997), p. 263).

<sup>12</sup> Lella S. Kadl (ed.), "La Charte nationale Palestinienne", (Centre de Recherches de l'OLP, Beyrouth), décembre 1969, (traduction française).

de la volonté égyptienne et syrienne de mettre fin au *statu quo* par les armes et non de libérer la 'Palestine'. Pour Sadate, qui succéda à Nasser en 1970, et dans le même esprit, la Guerre d'octobre devait redorer le blason des armées arabes humiliées par la défaite des Six Jours. Le climat de 'Détente' qui régnait alors entre les deux Grands, permit à Sadate d'envisager un rapprochement avec les Etats-Unis et ainsi d'agir sur la position d'Israël par alliés interposés. Il faut aussi mentionner le rapprochement de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite, qui accentue et renforce l'utilisation du pétrole comme moyen de pression sur l'Occident, et par conséquent sur Israël. Mais il est important de souligner que, de son côté, l'Etat d'Israël, fort de sa victoire de 1967 et à la suite du Sommet de Khartoum, ne percevait pas les signes du changement et paraissait convaincu à l'époque, que le 'temps'<sup>13</sup> jouait en sa faveur.

La stratégie de Sadate devait aboutir à la Guerre du Kippour ainsi qu'à modifier sensiblement les données du conflit proche-oriental, et permettre aux pays arabes d'entamer un processus de 'Gestion de conflit' avec Israël. En ce sens, il faut rappeler qu'en 1970, l'OLP se trouve littéralement amputée d'une base essentielle pour continuer sa stratégie de 'lutte armée' contre Israël, après son expulsion de Jordanie suite aux événements sanglants de septembre 1970.

Cette année-là, la lutte idéologique entre le Royaume hachémite et l'Organisation palestinienne atteint son apogée. La Jordanie étant un pays faible, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, elle ne pouvait plus tolérer la présence d'une force indépendante sur son territoire, qui symbolise de plus en plus pour sa population, majoritairement palestinienne, une alternative au pouvoir hachémite. Mais à l'inverse, elle constitue aussi un obstacle vers la restitution par le biais de la négociation, des territoires jordaniens perdus en 1967. Dès lors, la Jordanie se rapproche de l'Egypte de Sadate, mais sans participer activement au conflit de 1973.

Malgré la défaite militaire du Kippour, l'Egypte et la Syrie se consolent et s'enorgueillissent de leur 'victoire partielle'<sup>14</sup>, surtout sur le plan politique, qui leur permet de s'engager la tête haute dans un processus de 'Gestion de conflit' avec Israël par l'intermédiaire des Etats-Unis. C'est l'œuvre d'Henry Kissinger, le Secrétaire d'Etat de l'époque, dont il faut souligner le rôle de tout premier plan en tant que médiateur. Les nombreuses navettes qu'il effectue, instaurant une série de mesures de confiance ('*Confidence*

---

<sup>13</sup> Le facteur temps est essentiel dans le processus de négociation et de règlement des conflits, particulièrement ici, où le refus initial de chaque partie de négocier, pousse l'autre à chercher à renforcer ses acquis dans le *statu quo* en vue d'éventuelles négociations futures.

<sup>14</sup> La Guerre du Kippour s'achève sur une victoire israélienne, mais l'effet de surprise et les succès arabes du début de la guerre créent un sentiment de défaite partielle dans la population israélienne.

*Building*'), créant des zones tampons et permettant d'aller au-delà d'un simple cessez-le-feu, favorisent un climat d'apaisement propice à la discussion, qui préfigurent les négociations, puis la conclusion des Accords de Camp David (1978) et la paix avec l'Égypte (1979).

Ce processus de 'gestion de conflit' n'a malheureusement pas eu de répercussions ('*Spill-over*') sur le conflit israélo-jordanien et surtout sur le conflit israélo-palestinien. Pourtant, la Jordanie souhaitait fortement un arrangement similaire à celui conclu entre Israël et l'Égypte, ou encore entre la Syrie et Israël, qui lui permettrait de récupérer une bonne partie de la Cisjordanie et de neutraliser l'OLP par la même occasion.

Sur l'échiquier politique régional, le processus engagé à la fin de la Guerre du Kippour ne pouvait que consolider la scission entre deux camps au sein des pays arabes. Le premier 'modéré', conduit par l'Égypte, préfère envisager une alternative négociée, tandis que le second, plus 'radical', refuse une négociation directe avec Israël, pas plus que par l'intermédiaire des États-Unis. À partir de là, la rupture entre les deux camps s'illustrera de plus en plus nettement, lors des Sommets arabes d'Alger et de Rabat (1973 et 1974).

Il en est de même dans l'État hébreu. Les premiers accords et le début du processus de 'gestion du conflit' produisent en Israël une division accrue de l'opinion publique et de la classe politique, sur la nécessité de négociations fondées sur les Résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, pour arriver à la conclusion d'une paix qui n'apparaît plus comme un rêve lointain, mais une réelle possibilité.

Les Palestiniens réunis autour de l'OLP sont affaiblis par leurs dissensions internes, dues en grande partie aux changements de politique dans le monde arabe eu égard au conflit, et consécutives à la Guerre du Kippour. Affaiblis aussi par des facteurs externes comme 'Septembre Noir' (1970) et le réaligement de l'Égypte sur les pays arabes modérés, les Palestiniens au devant desquels se trouve Yasser Arafat, sont tout de même réconfortés et renforcés par la reconnaissance du statut d'unique 'représentant du Peuple Palestinien' accordée à l'OLP par les États arabes (Rabat, octobre 1974), ceci en dépit des réticences jordaniennes.

L'OLP s'engage alors, sous l'impulsion de son nouveau Président, Yasser Arafat, et de son aile nationaliste, le Fatah, dans la lente et difficile voie d'une solution politique au conflit, certes accompagnée par une 'lutte armée' encore très présente, mais perdant peu à peu du terrain au profit des pourparlers de paix.

À partir de cette lente évolution depuis la Guerre du Kippour jusqu'aux Accords de Camp David, le Conflit israélo-arabe,

d'abord qualifié de 'conflit à somme nulle totale', se transforme jusqu'à acquérir une nature politique.

Le processus de 'gestion de conflit' amorcé après la Guerre du Kippour entre Israël, l'Égypte et la Syrie, consacrant une 'institutionnalisation formelle' des conflits israélo-égyptien et israélo-syrien, ainsi qu'une 'institutionnalisation'<sup>15</sup> informelle' du conflit israélo-jordanien, se cristallise principalement autour d'Israël et de l'Égypte jusqu'aux Accords de Camp David et leurs signatures, le 26 mars 1979, sur la pelouse de la Maison Blanche.

## **II. Les Accords de Camp David, précurseurs d'Oslo**

Cette institutionnalisation partielle du Conflit israélo-arabe amène rapidement les opinions publiques et les forces politiques à réévaluer la valeur du conflit, et par voie de conséquence leurs positions respectives. Institutionnalisation partielle seulement, eu égard au conflit israélo-palestinien qui reste figé par des relations 'arabo-palestiniennes'<sup>16</sup> difficiles : avec la Jordanie d'abord, avec les chrétiens maronites et la Syrie au Liban (1975-1985) ensuite. Quant aux relations israélo-palestiniennes, elles ne plaident pas en faveur du moindre rapprochement par un refus catégorique de reconnaissance mutuelle : l'OLP refuse de reconnaître Israël en tant qu'Etat, et Israël refuse de reconnaître l'OLP en tant qu'organisation représentant les Palestiniens des territoires.

En se reportant à l'étude des différents groupes et courants constituant les sociétés arabes, palestinienne et israélienne, du Professeur Noël Kaplowitz, de l'Université de Californie, et exposée dans son article, '*Psychopolitical Dimensions of the Middle East Conflict*' (juin 1976), trois orientations apparaissent par rapport au conflit. Parmi les Arabes une distinction s'opère entre 'ceux qui rejettent entièrement Israël et son existence' et 'ceux qui l'acceptent ouvertement'. Cette dernière catégorie est périphérique par rapport à leur identité arabe, parce qu'il s'agit d'une population

---

<sup>15</sup> "Institutionalization of conflict behavior refers to informal or formal attempts to put conflict relations between the parties on 'a more stable basis and predictable footing in order to reduce the magnitude, scope, and possibility of armed confrontation'. The functions of institutionalization are: (1) preventing crises; (2) blocking or reducing incentives for escalation; (3) promoting and facilitating de-escalatory measures; (4) establishing new patterns of behavior leading to the development of more durable norms of conflict management; and (5) encouraging expectation toward resolution of the conflict. Therefore, institutionalization has the potential not only to foster a better stabilization of the conflict, but also to facilitate the conditions for conflict resolution" (Bar-Siman-Tov Y., *op. cit.*, p.78).

<sup>16</sup> Bien que les Palestiniens soient des arabes et se reconnaissent comme tels, ils se différencient des autres pays arabes par la relation complexe mais aussi conflictuelle qu'ils entretiennent par leur position spécifique dans le conflit avec Israël, ainsi qu'avec les autres protagonistes arabes - par exemple avec la Jordanie, l'Égypte, la Syrie, les différentes composantes ethniques du Liban, ou encore les pays du Golfe et du Maghreb.

qui entretient des contacts et des liens sortant de l'ordinaire avec Israël (ex: Coptes égyptiens, Tunisiens, Libanais et Palestiniens vivant dans les territoires). Une troisième catégorie se situe au milieu des deux autres, ce sont 'ceux qui acceptent Israël de manière latente tout en la rejetant ouvertement'. Au sein de la société israélienne, les trois tendances que nous pouvons distinguer sont 'les annexionnistes' (ou les partisans du Grand Israël), 'les partisans de la négociation dure' et 'les conciliants'.

En reprenant ces différentes tendances de part et d'autre, il faut à présent analyser l'importance de chacun de ces courants dans leur pays respectif (ou territoires), observer leur influence sur les décisions du processus de 'gestion de conflit', et mesurer l'impact de chacun sur l'aboutissement de Camp David, mais aussi d'une certaine manière sur les Accords d'Oslo et sur le Processus de paix à l'heure actuelle.

Au sein de la société israélienne, suite à la Guerre du Kippour, les divisions internes s'accroissent et s'aggravent à l'égard du conflit et de son mode de règlement éventuel. L'influence des annexionnistes et leur 'poids politique' se situent à deux niveaux: parlementaire et extraparlémentaire.

Au niveau parlementaire, il faut distinguer deux périodes : 'l'avant et l'après 1977'<sup>17</sup>. Tout au long de la période précédant 1977, les 'annexionnistes' furent représentés par le Likoud et une grande partie du Mafdal (parti national religieux). Le premier étant parvenu au pouvoir en 1977, puis à conclure les Accords de Camp David un an plus tard, il se trouve en conséquence tiraillé entre l'idéologie annexionniste d'avant 1977, et le pragmatisme politique qui guette la plupart des formations politiques possédant un potentiel d'alternance dans un régime démocratique.

Cette période qui s'étend de 1977 jusqu'à l'arrivée au pouvoir et sous le mandat du Premier ministre, Benjamin Netanyahu (1996-1999), où la crise idéologique atteint son apogée, se caractérise par une scission nette à l'intérieur du Likoud avec la création, tant sur son aile droite qu'à gauche, de nouveaux partis constitués par d'anciennes figures de proue du parti, comme Ytzhak Mordechai ou Benny Begin. Quant au Mafdal, il s'enracine de plus en plus dans le camp des annexionnistes, et définitivement après sa rupture avec les travaillistes pendant le premier gouvernement Rabin. Dès lors se produit en son sein un glissement

---

<sup>17</sup> C'est en 1977 qu'a lieu la première alternance politique en Israël depuis la création de l'Etat hébreu en 1948, mais aussi depuis la fondation des premières instances politiques de la communauté juive de Palestine de l'ère moderne. Cette alternance ('mahapah' en hébreu) confie le pouvoir à un gouvernement de coalition dominé par le Likoud (en français 'bloc'), marqué par l'idéologie 'révisionniste' de Zeev Jabotinsky, prônant le droit du peuple juif à s'établir sur toute la terre de Palestine du mandat d'avant 1922 (c'est-à-dire englobant la Jordanie actuelle).

idéologique consacrant la sanctification de la 'Terre d'Israël' comme valeur ultime avant celle de 'la vie'.

Au niveau extra parlementaire, le '*Goush Emounim*' (Bloc de La Foi) tient une place importante dans le débat national, organisant tour à tour des mouvements de protestations contre le processus de paix et mettant en place une politique parallèle de 'faits accomplis' dans les territoires. Ainsi, il entend limiter la marge de manœuvre décisionnelle des autorités politiques dans les négociations à venir. Mais ces activités sont à l'origine de frictions de plus en plus intenses avec les autorités israéliennes. Il faut l'arrivée au pouvoir du Likoud, qui, s'il favorise un temps ce mouvement et les implantations de colons au cœur des territoires, maintient ensuite le mouvement en veille, surtout pendant la période de Camp David, et ce jusqu'à l'accession au pouvoir du deuxième gouvernement Rabin en 1992.

Les partisans d'une négociation ferme représentent alors en Israël la grande majorité de la population. Cette tendance se répercute naturellement au sein de la classe politique à travers le bloc travailliste, mais aussi dans la composition du nouveau gouvernement présidé par Menahem Begin (Likoud) en 1979. Le gouvernement Begin comprend en effet deux 'transfuges' du bloc travailliste, Moshé Dayan, ministre des Affaires étrangères, et Ezer Weizmann, ministre de la Défense.

Les conciliants de la troisième catégorie, plus nombreux que les annexionnistes n'atteignent cependant pas le poids des partisans de la négociation. Ils sont représentés par certains dirigeants du Parti travailliste comme Abba Eban et Yigal Allon (promoteur du 'Plan Allon' de 1970), et le Mapam (principal ancêtre du Meretz actuel).

Quant au Mouvement '*Shalom Archav*' (La Paix Maintenant), créé au printemps 1978 par 350 officiers de réserve qui adressèrent une lettre à Begin, Premier ministre de l'époque, lui demandant de continuer sur la voie de la paix, il devient la principale voix de cette tendance, qui s'affirme particulièrement pendant la Guerre du Liban (1982) et jusqu'à aujourd'hui, dans la lutte contre les implantations de colons israéliens en Cisjordanie.

En ce qui concerne les sociétés arabes, il convient de mentionner les débats qui précèdent l'adoption du 'Plan de phases' proposé lors des Sommets d'Alger (1973) et de Rabat (1974) et par l'OLP, qui l'intégrera ensuite dans son 'Plan en dix points' de juin 1974.

Le 'Plan de phases' consacre la stratégie de l'Égypte et de la Syrie pendant la Guerre du Kippour, tout en soulignant le caractère 'intermédiaire' des objectifs de la guerre, ceci dans le but d'arriver à un consensus entre les différents pays arabes au moment des sommets. L'adoption de cette nouvelle stratégie par les pays arabes,

et plus particulièrement par les deux principaux protagonistes de la ligne de front (l'Égypte et la Syrie), s'accompagne de la reconnaissance de l'OLP comme 'unique représentant du Peuple palestinien'. Mais cela se traduit par la nécessité pour le mouvement de libération palestinien de réviser sa 'Charte nationale' (1968) pour l'adapter aux réalités politiques. Pourtant, la consécration du caractère unitaire de la représentation palestinienne, sans égard pour les diverses factions réunies autour de l'OLP, crée une source de tensions au sein même de l'Organisation.

Cette volonté d'unification, que l'OLP a payé au prix fort tout au long de sa jeune histoire, constitue cependant aux yeux de son Président, Yasser Arafat, un facteur essentiel pour le succès du combat national de son peuple. Le 'Plan en dix points', adopté par le 12<sup>ème</sup> Conseil national palestinien (CNP) réuni en juin 1974, consacre le nouvel ordre de priorités de l'Organisation, à travers "le 'but intermédiaire' d'établir un Etat palestinien restreint à la Cisjordanie et à Gaza, et l'intention de créer un 'Etat démocratique' sur toute la Palestine dans une phase ultérieure"<sup>18</sup>. Cette remise en question de l'objectif principal de l'OLP, souligné par l'article 2 de sa Charte ("la Palestine, dans ses frontières de l'époque du mandat britannique constitue une unité territoriale indivisible")<sup>19</sup>, attise les tensions entre ceux qui rejettent catégoriquement l'Etat d'Israël (le FPLP de Georges Habash, les rebelles du Fatah de Abu-Mussa, le 'Saika' pro-syrien et la Faction d'Abu-Nidal), et ceux, conduits par Yasser Arafat, qui l'acceptent de manière latente. Ces dissensions continuent à hanter l'OLP jusqu'à ce jour, ainsi que l'Autorité palestinienne actuelle dans une lutte fratricide avec les mouvances islamistes, quant aux objectifs ultimes.

Néanmoins, avec le plan de consensus de 1974, Yasser Arafat sauve momentanément l'OLP de la division et l'engage *de facto* vers un processus politique de règlement du conflit, bien que réduit à l'obtention de cette 'Petite Palestine'. Ce tournant marque aussi la fissure d'un deuxième pilier fondamental de la révolte palestinienne, 'la lutte armée', gravée dans la Charte de l'Organisation à plusieurs reprises, notamment en son article 9 qui caractérise ce moyen de lutte comme "la seule voie menant à la libération de la Palestine"<sup>20</sup>.

Bien que Yasser Arafat ait concédé à ceux qui rejettent Israël - communément appelés le 'front du refus' - dans le 'programme en six points' accepté par toutes les organisations palestiniennes le 4 décembre 1977 à Tripoli, que le 'Plan de phases' ne serait pas fondé

---

<sup>18</sup> Steinberg Matti, "The PLO and the Mini-Settlement", *The Jerusalem Quarterly* (21), Fall 1981 : 129-144, p. 134

<sup>19</sup> Lella S. Kadl (ed.), "La Charte Nationale Palestinienne", (Centre de Recherche de l'OLP, Beyrouth) décembre 1969, (traduction française).

<sup>20</sup> *Ibid.*

sur la poursuite d'un règlement négocié du conflit, il ne pouvait ignorer l'impasse à laquelle conduisait une telle démarche.

Depuis lors, l'actuel Président de l'Autorité palestinienne se trouve tiraillé entre son désir, ainsi que celui d'une majorité grandissante de Palestiniens, d'engager et de poursuivre un processus politique basé sur des négociations, et l'unité palestinienne autour de l'OLP. Bien que la division ait été inévitable, force est de constater que Yasser Arafat a réussi à rallier la majorité des Palestiniens derrière lui, en essayant de préserver l'unité de ces derniers sous la coupe d'un parti unique.

Il faut encore mentionner que cette rupture entre le 'front du refus' et 'ceux qui acceptent Israël d'une manière latente', a induit le rapprochement de ces derniers avec 'ceux qui acceptent ouvertement Israël', comme l'Égypte, la Jordanie et surtout les Palestiniens des territoires occupés, dont l'économie est fortement dépendante de la bonne entente entre leurs propres représentants et l'État d'Israël.

Ce rapprochement est illustré par la victoire des sympathisants de l'OLP dans les élections municipales organisées dans les territoires, le 12 avril 1976, par le gouvernement Rabin. La victoire de l'OLP consacre son rôle 'd'unique représentant du Peuple palestinien', mais certaines positions radicales ne permettent pas à l'époque d'entamer un processus de règlement des différends sur des bases sérieuses, notamment les Résolutions 242 et 338.

Les divers échecs visant à réunir les belligérants autour de la table des négociations sous la forme d'une conférence internationale présidée par les deux Grands, et ce sous les auspices des Nations Unies, poussent alors Sadate à prendre l'initiative de se rendre à Jérusalem, le 19 novembre 1977. Cette visite, pour le moins inattendue, tend à 'briser la glace' qui bloque Arabes et Israéliens en vue d'arriver à un règlement des conflits de la région. Malgré l'opposition tacite de Damas, Sadate tente de légitimer son acte, en invitant officiellement Yasser Arafat, lors d'une session du Parlement égyptien le 9 novembre 1977 et à la surprise générale, à l'accompagner à Jérusalem.

La volonté de Sadate de se rendre personnellement en Israël pour déclarer à la Knesset (le Parlement israélien) sa détermination quant à la nécessité de faire la paix avec Israël, peut être analysée comme un geste de confiance et d'apaisement, élément fondamental et préalable indispensable dans le règlement des différends internationaux. C'est aussi un signe des temps, le symbole d'un possible revirement.

Mais un climat de confiance au plus haut niveau ne signifie pas une solution rapide. En effet, un conflit de cette ampleur revêt toujours un élément psychologique majeur, qui, s'il incite les parties à arriver à une solution sans mettre fin aux différends de

manière définitive, peut consécutivement raviver les rancœurs et radicaliser certains clans. Le geste de Sadate n'en est pas moins essentiel pour la suite, puisqu'il offrira à Begin et à Dayan, une légitimité renforcée pour la prise des décisions les plus difficiles des Accords de Camp David, dont l'application signifie le démantèlement des implantations israéliennes dans le Sinaï, le cas échéant par la force (par ex : la ville de Yamit).

Ainsi, la démarche de Sadate permet de constater, et ce n'est pas nouveau, que la réussite d'un processus de 'règlement de conflit' ('*Conflict Resolution*') requiert une volonté pacificatrice réciproque. Dans le cas d'espèce, l'éventuelle mise en œuvre d'un processus de paix passe avant tout par la perception des intentions pacifiques des Etats arabes au sein de l'opinion publique israélienne. Les dirigeants israéliens, élus démocratiquement pour une durée de quatre ans<sup>21</sup>, sont obligés à court terme de s'appuyer sur un large consensus pour prendre des décisions d'une extrême sensibilité, surtout dans un conflit où la violence et les passions réduisent considérablement la marge de manœuvre des décideurs politiques.

L'importance du rôle des Etats-Unis dans l'aboutissement de ces accords et pour la suite du processus est indiscutable. En effet, tant aux yeux des dirigeants israéliens que pour Sadate, et plus tard les autres dirigeants arabes désireux d'apporter une solution au conflit, les Etats-Unis d'Amérique apparaissent comme le seul acteur capable de réunir les parties et de soutenir leurs efforts durablement.

Le processus de 'règlement des différends' de Camp David, qui débute le 5 septembre 1978 et se prolonge sur treize jours, permet la signature d'un traité de paix entre l'Égypte et Israël. En échange d'une paix complète, Israël s'engage à restituer le Sinaï dans son intégralité, tout en acceptant un projet d'autonomie intérimaire palestinienne en Cisjordanie et à Gaza. Sur le fond, une similarité intéressante apparaît avec les Accords d'Oslo – schématiquement en contrepartie de la paix, restitution de territoires et autonomie – bien que la Jordanie, et non l'OLP, soit considérée comme l'interlocuteur.

Sur le plan régional, il faut admettre que les Accords de Camp David entre Israël et l'Égypte, n'ont pas eu davantage de répercussions sur les autres conflits au Proche-Orient que la Guerre du Kippour, et en particulier sur le conflit israélo-palestinien qui ne put bénéficier à l'époque d'une institutionnalisation. Le principal obstacle demeure, puisque les parties ne se reconnaissent pas de légitimité réciproque, et qu'il se caractérise par le face à face entre un acteur étatique et un acteur non étatique. A ce point de vue, le

---

<sup>21</sup> Il s'agit de la durée du mandat des députés à la Knesset.

conflit israélo-palestinien continue à apparaître comme un 'conflit à somme nulle'.

En fait, si Israël accepte l'existence d'un peuple palestinien et de ses droits légitimes, ainsi que la nécessité de trouver une solution satisfaisante à ce problème dans les Accords de Camp David, son refus catégorique de reconnaître l'OLP comme représentant des populations des territoires perdus. Il faut ajouter ici, que du double point de vue israélien et américain ('Mémorandum d'accord entre les gouvernements d'Israël et des Etats-Unis' (Genève, septembre 1975)<sup>22</sup>, la solution au problème palestinien ne doit en aucun cas menacer la sécurité ou l'existence d'Israël.

Concernant les Palestiniens, l'OLP pensait pouvoir atteindre son objectif de 'libération de toute la Palestine', avec l'aide des pays arabes jusqu'en 1967, puis par une combinaison entre la 'lutte armée' et l'assistance des pays arabes de 1967 à 1974, et finalement par une stratégie à double facette, quelque peu contradictoire bien qu'incontournable, entre la 'lutte armée' et le 'processus politique', en engageant des négociations minimales et sans concession réelle. Cette stratégie domine le mouvement palestinien jusqu'en 1982, point de rupture consacrant la fin de la 'lutte armée' généralisée, et la définition par Arafat et ses alliés, d'une nouvelle stratégie favorisant le processus de règlement politique. Désormais, la lutte nationale de libération se trouve en théorie circonscrite à l'intérieur des territoires occupés, c'est l'Intifada. Cette évolution rapproche l'OLP des 'Palestiniens de l'intérieur' qui, du fait de leurs contacts avec Israël, appartiennent en majorité au groupe de 'ceux qui acceptent Israël ouvertement et de manière non ambiguë'.

### **III. L'après Camp David ou la cristallisation du Conflit autour de l'épicentre palestinien**

La Guerre du Liban (1982-1985) marque le point culminant de ce 'conflit à somme nulle', de l'impasse entre Israël et l'OLP. Le revirement opéré par Arafat annonce le début d'une mutation organique du conflit considéré dans sa globalité entre Israël et les pays arabes. Il tend à devenir dans l'après Camp David un conflit inter-ethnique, comme avant 1948. Les répercussions internes et les luttes intestinales dérivant de la Guerre du Kippour et du processus ayant mené à Camp David, tant en Israël que dans les territoires occupés, font glisser le conflit israélo-arabe vers une

---

<sup>22</sup> Le paragraphe 2 de ce mémorandum, sera mentionné à plusieurs reprises par les deux parties jusqu'en décembre 1988. Il énonce que "les Etats-Unis poursuivront leur politique présente, ne reconnaîtront pas ou ne négocieront pas avec l'Organisation de Libération de la Palestine tant que celle-ci ne reconnaîtra pas le droit d'Israël à l'existence et n'acceptera pas les Résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU" (Eytan F., *La poudrière. Guerre et Paix au Proche-Orient*, Bruxelles, 1996, p. 200.

véritable 'palestinisation' du conflit<sup>23</sup>.

A l'inverse, le conflit israélo-égyptien d'une part, et les conflits israélo-jordanien et israélo-syrien d'autre part, sont arrivés à une forme d'institutionnalisation plus ou moins développée. Le conflit israélo-égyptien a connu l'avancée la plus significative en ce sens, mais la normalisation des relations qui s'en suit, continue de buter inexorablement sur l'absence de règlement du conflit israélo-palestinien. En effet, si la paix entre Israël et l'Égypte, qualifiée de 'Paix Froide', écarte tout risque de confrontation armée, elle ne favorise pas pour autant un processus d'échanges abondants entre les deux parties, dans les domaines culturels, économiques et touristiques<sup>24</sup>. Cette caractéristique qui domine les relations égypto-israéliennes, se renforce après l'assassinat de Sadate, le 6 octobre 1981.

En ce qui concerne le conflit israélo-jordanien, bien que les deux belligérants soient favorables à un règlement officielle de leur conflit, celui-ci se heurte également aux obstacles causés de part et d'autre par le conflit israélo-palestinien et palestino-jordanien, le roi Hussein de Jordanie étant décidé à récupérer la Cisjordanie et Jérusalem- Est.

Quant au règlement du conflit israélo-syrien, cette fois les obstacles du conflit israélo-palestinien servent surtout de prétextes à chacun pour camper sur ses positions. A la lumière de la Guerre civile au Liban qui débute en 1975, et de la Guerre des Camps (1985), Damas utilise le problème palestinien comme un instrument dans son bras de fer avec Israël. Par l'intermédiaire d'une guérilla menée par milices interposées, il s'agit de forcer l'Etat hébreu à accepter des concessions importantes dans le Golan, mais aussi de justifier sa méfiance à l'égard d'un processus de règlement du conflit.

L'émergence de cette situation est principalement due au processus de rapprochement et de compréhension mutuels, entamé après la Guerre des Six Jours, puis après la Guerre du Kippour et aux conséquences de la paix avec l'Égypte : "Le règlement du conflit israélo-égyptien, qui permet à l'Égypte de sortir du conflit, minimise les risques d'une nouvelle guerre israélo-arabe, qui, sans l'Égypte, devient très coûteuse pour les autres Etats arabes"<sup>25</sup>. Autrement dit, le processus d'apaisement qui débute à ce moment n'apporte pas les résultats escomptés, puisqu'il n'en résulte qu'une 'paix négative', et qu'il ne permet pas d'entamer un processus de 'gestion du conflit' israélo-palestinien faute d'interlocuteurs

---

<sup>23</sup>Cf. Keman Herbert C., "The Palestinization of the Arab-Israeli Conflict", *The Jerusalem Quarterly*, (46), Spring 1988, pp. 3-15.

<sup>24</sup>Cf. Dieckhoff Alain, *Israéliens et Palestiniens : L'épreuve de la paix*, Paris, 1996, pp. 201-242.

<sup>25</sup>Bar-Siman-Tov Y., op. cit.

officiellement reconnus par les parties intéressés.

Sur un plan plus large, les Accords de Camp David influencent les relations entre les pays arabes et l'OLP par rapport aux deux grandes puissances de l'époque, que sont les Etats-Unis et l'Union soviétique. Deux camps déjà mentionnés, se constituent progressivement : d'une part, celui des 'modérés', dont l'Egypte, la Jordanie, l'Arabie Saoudite, ainsi que la branche de l'OLP dirigée par Yasser Arafat, et d'autre part, le 'front du refus', avec la Syrie, la Libye, l'Irak, l'Iran et d'autres fractions de l'OLP conduites par Abu Mussa, Georges Habash et le 'Saika' pro-syrien. Les deux camps sont respectivement soutenus par l'une et l'autre des superpuissances. En ce qui concerne l'OLP, Yasser Arafat et ses alliés oscillent entre Washington et Moscou. Dans un premier temps, la présence de l'Union soviétique au Moyen-Orient ne vaut que pour consolider son influence en Syrie et en Egypte, et tient surtout dans la volonté de contrecarrer l'influence américaine dans la région. A partir de 1973, elle essaie de s'imposer aux côtés des Etats-Unis, dans un processus de règlement pacifique du conflit (la Conférence de Genève en 1973 et la 'Déclaration conjointe sur le Proche-Orient' de 1977, en sont l'illustration)<sup>26</sup>. Ce revirement de la position soviétique n'est que le reflet de la Détente entre les deux grands. Mais en 1981, l'élection de Ronald Reagan à la Présidence des Etats-Unis, ne favorise plus ce climat d'entente, et les relations américano-soviétiques renouent avec une période de repli, de compétition et de méfiance, dictée par la fermeté américaine.

Cette nouvelle ère de la Guerre Froide influence nécessairement le comportement des deux grands au Proche-Orient. L'Union soviétique propose des plans de paix ('Plan Brejnev' en 1981 et les 'Principes pour un règlement de paix au Proche Orient' en 1984), qui concurrencent les tentatives américaines et tentent de rallier ou d'appuyer les positions arabes du 'front du refus' tout en cherchant à les tempérer quelque peu.

Quant au rôle politique des pays européens, il se fait très timide, pour ne pas dire timoré, absent trop longtemps du processus de règlement du conflit au Proche-Orient. Les réactions frileuses de la France à l'égard de Camp David, sous la Présidence de Giscard d'Estaing, comme la livraison d'une centrale nucléaire à des fins militaires à l'Irak<sup>27</sup>, furent très largement critiquées, Israël décidant même d'effectuer une opération militaire aérienne pour détruire le réacteur d'Osirak, en 1981.

Le retour des Etats membres de la CEE sur la scène politique proche orientale intervient avec la Déclaration de Venise du 13 juin

---

<sup>26</sup>Le Morzellec J., 'Les accords de Camp David (17 septembre 1978) et le Traité de Paix israélo-égyptien (26 mars 1979), *AFDI*, 1980, p.175 à 189.

<sup>27</sup>Eytan F., op. cit.

1980. Dans ce document les partenaires européens définissent deux principes fondamentaux de leur politique au Proche-Orient : la nécessité d'un règlement global du conflit israélo-arabe et pour ce faire, la reconnaissance de l'OLP comme acteur essentiel dans les négociations relatives au conflit israélo-palestinien.

Malheureusement un règlement global du conflit paraît impossible sans résolution préalable au niveau bilatéral, des conflits opposant Israël à ses voisins arabes et aux Palestiniens des territoires. L'inégalité des effets du processus de rapprochement entamé après 1973 avec les différents protagonistes, et l'échiquier international de l'époque, invitent à penser qu'une conférence de paix globale (de type Genève), aboutirait inévitablement à un échec en l'absence de concertations bilatérales préalables. À titre d'illustration, si d'un côté l'OLP se refuse à reconnaître officiellement le droit à l'existence de l'Etat d'Israël et d'engager des négociations directes, Israël réciproquement continue à considérer l'OLP comme une 'organisation terroriste vouée à la destruction d'Israël'.

Par contre, le rôle de l'Europe et de la France en particulier, tel que prôné par le Président français Mitterrand, dont l'objectif des négociations avec l'OLP consiste à faire reconnaître le droit à l'existence de l'Etat d'Israël, tout en encourageant les autorités israéliennes à percevoir et à favoriser l'importance de cette étape, a certainement contribué à l'évolution du rapprochement et de l'apaisement qui aboutit à Oslo.

La lente évolution de l'OLP en faveur d'un processus politique de règlement du conflit ancré dans les résolutions 242 et 338, ainsi que l'acceptation d'une solution fondée sur la coexistence de deux Etats, débute en fait dès 1974, avec l'abandon progressif de la stratégie de 'lutte armée'. Cette mutation interne à l'OLP s'est opérée en trois étapes, dont les répercussions seront parfois durement ressenties : il s'agit de la Guerre du Liban (1982), de l'Intifada (1987), puis de la Guerre du Golfe (1990-91).

La Guerre du Liban et l'expulsion définitive des partisans d'Arafat de Tripoli (Liban) en juin 1983, suite aux luttes intestinales avec une aile dissidente du 'Fatah', dirigée par Abu Musa et soutenue par la Syrie, oblige l'OLP à transférer son siège à Tunis, soit à quelques milliers de kilomètres de 'la ligne de front'. Le 'Fatah Conseil révolutionnaire' et la Syrie marquent ainsi leur refus intransigeant à l'égard de l'indépendance politique de l'OLP, et rendent extrêmement difficile la poursuite de la stratégie de lutte armée de l'Organisation palestinienne.

Le 17ème Conseil national palestinien, en novembre 1984, entraîne la division de l'OLP en deux camps : le premier appuyant un processus politique de négociations fondé sur un compromis territorial (c'est la formule 'des territoires contre la paix'), et le

second, refusant radicalement tout compromis. Mais depuis son exil tunisien, le combat contre Israël devient pour l'OLP de plus en plus dépendant de la Syrie, de la Jordanie et de l'Égypte.

Or, la Syrie est décidée à empêcher l'OLP d'accepter un compromis dicté par les États-Unis, tandis que l'Égypte, par l'intermédiaire de la Jordanie, est décidée à favoriser une solution négociée. Arafat se trouve alors face au dilemme suivant : il peut choisir de continuer dans la voie politique sans interférence extérieure et espérer jouer un rôle dans de futures négociations, sans abandonner à la Jordanie la représentation des palestiniens des territoires : à l'inverse, il peut aussi préférer préserver l'unité de son mouvement au risque de tomber sous contrôle syrien. Finalement, Yasser Arafat choisira la première option.

De son côté, le roi Hussein de Jordanie propose au CNP, réuni à Amman, une coordination entre l'OLP et la Jordanie en vue d'une conférence internationale, fondée sur la formule de 'territoires en échange de la paix' conformément à la Résolution 242. Les résolutions du 17<sup>ème</sup> CNP, bien que réaffirmant les décisions précédentes du Conseil national palestinien, invitent le Comité exécutif à étudier la proposition du roi Hussein. L'accord entre celui-ci et Arafat, conclu le 11 février 1985 à Amman, préfigure le 19<sup>ème</sup> CNP, qui, en pleine période de l'Intifada, le 15 novembre 1988, accepte pour la première fois la solution de deux États indépendants et souverains. Pourtant cela induit une entorse, une violation de la Charte constitutive de l'Organisation palestinienne, qui d'ailleurs n'est mentionnée à aucun moment.

Mais jusqu'en 1988, le chemin est pavé d'embûches et les négociations oscillent entre l'Égypte et la Jordanie, mais aussi secrètement avec les Américains, qui entendent pousser l'OLP à accepter des négociations sur les bases de la Résolution 242, ceci en échange d'une reconnaissance officielle de son statut d'unique représentant des Palestiniens.

Israël, qui poursuit 'l'option jordanienne' avec une mise à l'écart de l'OLP, ne réagit pas aux Accords d'Amman de 1985. Sansécho, ceux-ci ne résistent pas longtemps aux dissensions entre l'OLP et la Jordanie. La lente agonie de la stratégie de la 'lutte armée' conduit au renforcement, par l'OLP, de ses bases à l'intérieur des territoires occupés pour contrecarrer les intentions jordanienes de supplanter l'Organisation de libération en Cisjordanie, ou celles d'Israël et des États-Unis de créer une alternative capable de la concurrencer, voir de la remplacer.

Cette stratégie, illustrée par le terme '*Tsoumoud*' (littéralement, « rester enraciné au sol »), *modus vivendi* du 13<sup>ème</sup> CNP en 1977, permet aux Palestiniens des territoires de s'identifier

à l'OLP<sup>28</sup>. Or, l'Intifada prend racine parmi les Palestiniens de l'intérieur à un moment où l'Organisation est très affaiblie, mais les Palestiniens des territoires sont déterminés à jouer un rôle dans la lutte de libération sans plus attendre l'aide de leurs 'frères' de l'extérieur.

L'Intifada annonce côté palestinien, l'influence grandissante de l'intérieur sur l'extérieur ; c'est un élément essentiel puisqu'il permet de s'engager vers la reconnaissance d'Israël et l'acceptation des principes des Résolutions 242 et 338. En effet, dans l'analyse des différentes tendances des pays arabes eu égard au conflit, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ont été recensés comme 'ceux qui acceptent Israël ouvertement et de manière non ambiguë'. Ceci est toujours d'actualité au moment de l'Intifada, bien qu'une partie d'entre eux, surtout dans la Bande de Gaza, se soient radicalisés. Ils ressentent l'émergence d'une solution négociée, après des années d'occupation, comme une frustration et s'orientent dès lors dans une idéologie radicale à caractère religieux. Ce sont le Hamas et le Djihad Islamique, voués à la destruction d'Israël, qui depuis, mènent la lutte la plus impitoyable et la plus sanglante contre tout compromis dans le règlement du 'problème palestinien' ; ils en font une lutte opposant Islam et Judaïsme. Cette radicalisation d'un certain nombre de Palestiniens des territoires, continue à se répercuter encore aujourd'hui sur les négociations entre parties.

Mais la reconnaissance d'Israël n'est pas encore acquise, et il faut deux événements majeurs pour que l'OLP s'engage dans cette voie définitivement. L'Intifada d'abord, dont il a déjà été mentionné qu'elle ne concerne que les territoires occupés, et les populations étant majoritairement favorables à une reconnaissance expresse de l'Etat hébreu. En même temps, la 'guerre des pierres' souligne l'importance grandissante des populations de l'intérieur. Mais c'est surtout la déclaration du roi Hussein de Jordanie, le 31 juillet 1988, qui renonce à ses revendications antérieures sur la Cisjordanie et accepte, douze ans après Rabat (1974), le statut de l'OLP comme unique représentant du Peuple palestinien, qui est des plus significatives. La décision d'Hussein peut être considérée "comme un test pour les dirigeants palestiniens"<sup>29</sup>, pressant l'OLP, comme il l'avait fait lors de l'Accord d'Amman en 1985, d'accepter les résolutions 242 et 338 et d'aller plus en avant vers une solution entre deux Etats.

Lors de la 19ème session du CNP réunie du 12 au 15 novembre 1988 à Alger, Yasser Arafat, fort de l'appui qu'il avait

---

<sup>28</sup> A titre d'illustration, lorsque l'OLP rejette les Accords de Camp David, les Palestiniens des territoires font de même.

<sup>29</sup> Kapil Paul, "Jordanian Move on the West Bank: PLO's victory or Israel's?". *Strategic Analysis*, 12 (8), November 1988: 925-937, p. 925.

obtenu des Palestiniens de l'intérieur, proclame la création d'un Etat palestinien dans les frontières d'avant 1967, ainsi que l'acceptation des Résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité comme fondement des discussions futures pour un règlement du conflit avec Israël.

Réitérant sa déclaration à Genève, le 14 décembre 1988, Yasser Arafat déclare qu'il "condamne le terrorisme sous toutes ces formes"<sup>30</sup>. Ainsi pour le leader palestinien, les articles de la Charte constitutive de l'Organisation relatifs à la destruction d'Israël et à la lutte armée à l'extérieur des territoires, deviennent caduques. Il s'en suit une déclaration des Etats-Unis reconnaissant l'OLP et permettant d'engager un dialogue direct et officiel avec l'organisation palestinienne.

La balle est à présent dans le camp d'Israël. Le 14 mai 1989, à l'initiative du ministre de la Défense, Ytzhak Rabin, le gouvernement d'Union nationale de Itzhak Shamir, présente un 'plan de paix' réaffirmant les principes de Camp David pour entamer des négociations dans le cadre des conflits israélo-arabes et israélo-palestinien. Pourtant, il refuse encore et toujours de négocier directement avec l'OLP, mais préfère organiser des élections libres et démocratiques en Cisjordanie et à Gaza, pour désigner la représentation palestinienne qui conduira les pourparlers avec Israël. Pour comprendre cette initiative, qui n'est qu'une variante des Accords de Camp David, il faut s'attarder quelque peu sur la situation politique dans l'Etat hébreu pendant l'Intifada.

Depuis la Guerre du Kippour (1973), la Guerre du Liban (1982) et finalement l'Intifada (1987), il s'est produit en Israël une fragmentation accrue du corps politique israélien qui "a suscité un support croissant en faveur d'un changement du *statu quo* territorial comme moyen de maintenir le caractère démocratique du pays et la cohésion de la population juive d'Israël"<sup>31</sup>. La Guerre du Liban (1982) et l'Intifada (1987) ne font qu'en accentuer l'idée dans l'opinion publique israélienne. Il faut remarquer que comme du côté palestinien, le processus de rapprochement qui débute au lendemain de la Guerre du Kippour, n'est pas fondé sur une vision idéaliste d'une réconciliation entre Israël et les Palestiniens, "mais la tendance majoritaire semble indiquer un mouvement de l'opinion publique vers une reconnaissance pragmatique de la nécessité d'une séparation entre les deux parties du conflit israélo-palestinien"<sup>32</sup>. Le problème récurrent demeure celui de la représentation palestinienne qui exclut l'OLP, pour des motifs plus psychologiques que

---

<sup>30</sup> Eytan, op.cit., p.244 (Discours de Y. Arafat à Genève, devant l'Assemblée des Nations Unies et au cours d'une conférence de presse tenue le 14 décembre 1988).

<sup>31</sup> Barzilai gad et Ilan Peleg, "Israel and Future Borders: Assessment of Dynamic Process", *Journal of Peace Research*, 31 (1), 1994, 59-73.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 66.

substantiels, puisque l'Organisation de libération continue à être qualifiée 'd'ennemi mortel d'Israël'. Ceci est encore souligné au travers de l'initiative Rabin de 1989, qui rejette toute participation de l'OLP, et favorise une délégation issue des territoires. En conséquence, le Plan de 1989 est rejeté par l'OLP, tandis que le manque cruel de légitimité historique des représentants palestiniens issus du scrutin organisé par Israël ne pouvait qu'aboutir à une impasse. Ytzhak Shamir en profite alors pour abandonner ce projet, entraînant dans son sillage la chute du gouvernement d'Union nationale.

La guerre du Golfe (1990-91) marque un tournant dans les relations internationales, celui de l'après Guerre froide, en conséquence de quoi des changements importants au Moyen-Orient sont induits par l'effacement progressif de l'URSS. Celle-ci s'était d'ailleurs lentement alignée sur la position des Etats-Unis depuis l'arrivée au Kremlin de Mikhaïl Gorbatchev. Cet effacement de Moscou est renforcé par la stratégie américaine, qui, depuis les Accords de Camp David, vise à exclure les Soviétiques de toutes négociations préliminaires (ex : Plan Reagan de 1982). Washington craint en effet que l'Union soviétique n'utilise son éventuelle participation pour "montrer aux Arabes que c'est la puissance soviétique qui fait la différence"<sup>33</sup> (*trad. libre*). Il résulte ainsi de l'opération *Desert Storm* de 1991 que les Arabes considèrent les Etats-Unis comme la seule puissance pouvant faire la différence dans les régions du Proche et du Moyen-Orient, et ceux-ci s'engagent alors dans un rapprochement avec Washington. Mais Israël exige que la participation soviétique soit conditionnée par la reprise des relations diplomatiques avec Moscou. Ce sera chose faite en 1991. En Europe, la diplomatie française prédomine à travers le rôle d'intermédiaire qu'entend jouer François Mitterrand. Le Président français reçoit officiellement Yasser Arafat dès 1988, ce qui accroît la légitimité internationale du chef suprême de l'OLP.

Malheureusement, par un mauvais calcul lors du conflit du Golfe, ce dernier se fourvoie largement par le soutien inconditionnel qu'il apporte à Saddam Hussein. En conséquence, le monde arabe et notamment les pays du Golfe se désolidarisent de la cause palestinienne et réduisent considérablement leur aide financière à l'OLP. Pourtant, cela n'entame en rien la popularité bien réelle de l'Organisation de Yasser Arafat, qui toutefois adopte un profil bas au sortir de la guerre du Golfe.

Voilà qui explique que l'OLP, isolée sur la scène internationale, se trouve dans un état de grande faiblesse à l'aube des Accords d'Oslo. Et l'intransigeance du Hamas et du Djihad

---

<sup>33</sup> Herman Richard' "Soviet Policy and the Arab-Israeli Conflict: Actions, Patterns, and Interpretations", *Political Science Quarterly*, 102 (3), Fall 1987: 417-440, p.433.

Islamique opposés à toutes solutions négociées n'a pas vocation à arranger la situation. En effet, ces organisations extrémistes sont prêtes à soutenir l'OLP comme pendant l'Intifada, mais refusent parallèlement d'apporter leur soutien à un processus de règlement politique.

Enfin, la guerre du Golfe a démontré le caractère dévastateur qu'entraînerait tout conflit armé au Moyen-Orient, et la nécessité absolue de posséder la meilleure capacité d'utilisation des technologies de pointe. Dans cette hypothèse, les Etats-Unis apparaissent alors comme l'allié incontournable, tandis que l'Europe et la Fédération de Russie sont reléguées à un rôle secondaire. Une solution négociée devient la seule alternative à un conflit perdu d'avance pour une des deux parties.

#### **IV. De Madrid à Oslo, vers un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien**

Pour la première fois dans le conflit considéré dans sa globalité, pour l'ensemble des acteurs les 'gains' pouvant provenir de la négociation deviennent potentiellement supérieurs aux 'avantages' que procure le *statu quo*. La Syrie, qui a perdu beaucoup dans l'effondrement du bloc soviétique, surtout en matière d'armement, semble prête à nouveau à rejoindre le 'camp des modérés', et à reprendre le processus de gestion entamé en 1974, interrompu depuis lors. Côté israélien, le gouvernement Shamir, soumis à des pressions extérieures (particulièrement américaines) et intérieures (opposition grandissante au *statu quo*), accepte de participer à la Conférence de Madrid, qui se tient du 30 octobre au 3 novembre 1991.

La Conférence est fondée sur les principes des Résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, et s'articule autour de deux axes : des négociations multilatérales, devant régler les problèmes d'ordre régional (le développement, la protection de l'environnement, les questions de sécurité et de désarmement, le problème de l'eau et la coopération économique), et des négociations bilatérales, qui restent la pierre angulaire de l'aboutissement du processus.

L'Egypte, déjà partie d'un traité de paix avec Israël, ne trouve son intérêt dans le processus que comme 'intermédiaire bienveillant' ('*Facilitator*') entre Israël et les Palestiniens, ainsi que dans les négociations multilatérales. La Jordanie, quant à elle, est désireuse d'arriver enfin à un accord avec Israël, mais ne peut s'y engager clairement pour les raisons évoquées précédemment. C'est en ce sens qu'elle continue à pousser les Palestiniens vers un accord, en permettant la formation d'une délégation jordano-palestinienne, constituée notamment de dirigeants palestiniens des territoires, représentant indirectement l'OLP, et acceptables pour Israël. La Syrie campe sur une position plus compliquée : elle veut

obtenir la restitution du plateau du Golan sans concéder à Israël une paix véritable, tandis que l'Etat hébreu, jusqu'à l'élection de Rabin en 1992, accepte le processus de Madrid avec hésitation et appréhension. Israël n'est pas prêt à discuter avec des dirigeants appartenant de près ou de loin à l'OLP, ce qui écarte dans un même temps toute possibilité de paix avec la Jordanie. A l'égard de la Syrie, l'Etat hébreu maintient une position forte et rigide, celle du gouvernement Likoud.

La victoire des travaillistes et de la gauche aux élections du 23 juin 1992 débloque quelque peu la situation. Itzhak Rabin et les travaillistes sont élus sur un programme de 'paix et de sécurité'. L'image de Rabin comme 'Monsieur Sécurité', auréolé d'une carrière militaire impressionnante, donne confiance aux israéliens qui osent envisager une solution négociée au conflit israélo-palestinien et au conflit israélo-syrien, qui tous deux rendent inenvisageable toute solution au marasme libanais. Dans ce cadre, les pourparlers de Madrid peuvent continuer : multilatéraux à Moscou et bilatéraux à Washington.

Le gouvernement Rabin, qui devient bientôt le gouvernement Rabin- Pérès, se divise la tâche avec Shimon Pérès aux Affaires étrangères ; Rabin reprend les pourparlers bilatéraux et Pérès les négociations multilatérales. Rabin et les Américains ne cachent pas l'intérêt qu'ils portent au rétablissement de la paix avec la Syrie. En ce sens, Israël accepterait l'application de la formule 'des territoires contre la paix', si cette dernière satisfait à la condition suivante : 'La profondeur du retrait sera proportionnel à l'ampleur de la paix'. Pourtant c'est méconnaître Damas, qui ayant rejeté Camp David, n'est pas prête à pacifier ses rapports avec Israël avant les autres pays arabes.

Insidieusement, la lutte armée du Hamas et du Djihad Islamique s'intensifie contre le processus engagé à Madrid. Plusieurs attaques meurtrières sont perpétrées contre des cibles civiles israéliennes en Cisjordanie et à Gaza. En représailles, le gouvernement Rabin décide d'expulser des territoires 415 activistes du Hamas. Largement médiatisée, cette nouvelle crise ouverte conduit au blocage des négociations à Washington, entre Palestiniens et Israéliens.

Très vite le gouvernement israélien se rend compte que la délégation palestinienne, qui est déjà divorcée de la délégation jordanienne, ne tolère aucune avancée notable sans l'accord des dirigeants réfugiés à Tunis, au siège de l'OLP, parmi lesquels Yasser Arafat. Le 4 décembre 1992, lors d'une séance de négociations à Londres, Abu Ala'a, de son vrai nom Ahmed Querri, actuel Président du Parlement de l'Autorité palestinienne, fait la connaissance par l'intermédiaire de Hannan Ashrawi, négociateur pour les palestiniens, et d'un socialiste norvégien, Ted Rod Larsen,

d'un professeur de l'Université de Haïfa, Yair Hirshfeld. Le Norvégien leur propose de renouveler leur contact dans son pays. Hirshfeld qui est un ami de Yossi Beilin, député et ancien ministre des Affaires étrangères israélien, lui fait part de cette rencontre. Celui-ci décide de ne rien en révéler ni à Peres, ni à Rabin, conscient de l'inégalité de représentation entre les parties. De son côté, Abu Ala'a s'entretient de sa rencontre avec Arafat et Abu Mazen, dont il reçoit l'aval. Le 21 janvier 1993, le jour de l'abrogation de la loi interdisant les contacts avec l'OLP, Hirshfeld, accompagné par un autre universitaire israélien Ron Pundak, rencontre Abu Ala'a, lui-même entouré de deux autres responsables de l'OLP, dans la banlieue d'Oslo.

Les discussions avancent pas à pas vers une 'Déclaration de principes' (DOP, selon la terminologie anglaise), que Yossi Beilin a conseillé à Hirshfeld de pratiquer comme un exercice académique<sup>34</sup>. L'idée "d'autonomie à Gaza plus autre chose"<sup>35</sup> plane déjà dans l'atmosphère de ces négociations depuis quelques temps. Ytzhak Rabin et Shimon Pérès sont finalement informés des pourparlers qui se déroulent à Oslo par Yossi Beilin, et dépêchent sur place le Directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien, Uri Savir, pour entamer des négociations plus en profondeur. Partant de là, la 'Déclaration de principes' qui résulte de cette cascade d'entrevues, de discussions et d'allers-retours entre capitales, est signée en grande pompe à Washington, le 13 septembre 1993, et scellée symboliquement par la poignée de main entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat.

Ce type de diplomatie pas à pas ('NGO's diplomacy'), permet aux parties d'effacer les derniers points de discorde et d'instaurer une atmosphère de confiance : c'est 'l'Esprit d'Oslo', où pour la première fois Israéliens et Palestiniens discutent, dans un chalet norvégien, de la manière par laquelle leur conflit doit trouver des solutions. De part et d'autre, ils commencent à mieux se connaître, et donc à se comprendre. Bien que partageant cent ans d'histoire commune, les deux adversaires tentent de se réconcilier après un long processus de rapprochement initié au lendemain de la Guerre du Kippour, mais qui, entre Israël et l'OLP, ne prend vraiment forme qu'à Oslo.

Cependant, le chemin pour la Paix est encore long. Bien avant les rencontres historiques d'Oslo, les actes terroristes perpétrés par les activistes du Hamas et du Djihad Islamique, opposés à toutes négociations, sont rejoints très vite par les actes désespérés, mais non moins violents, des extrémistes israéliens, qui

---

<sup>34</sup> Cf. Bregman Ahron et El-Tahri Jihan, *The Fifty Years War. Israel and the Arabs*. (London, 1998), p.226.

<sup>35</sup> Enderlin Charles, *Paix ou guerres. Les secrets des négociations israélo-arabes 1917-1997*. (Paris, 1997), p.611.

se cramponnent à un idéal où la terre passe avant la vie.

La Déclaration de principes, conclue à Oslo, marque le début d'un processus de gestion des différends dans le conflit israélo-palestinien, tout en ouvrant la voie à la conclusion d'un traité de paix avec la Jordanie. Schématiquement son contenu permet d'apprécier, à la lumière de ce qui a été expliqué précédemment, le caractère essentiel des concessions octroyées par les uns et les autres : tout d'abord, la reconnaissance mutuelle et officielle de l'existence de deux entités nationales, de droits égaux et qui revendiquent la même terre. Ensuite, la Déclaration étant fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, elle souligne les principes de partage de la terre de Palestine/Eretz Israël et de la formule des 'territoires contre la paix', et comprend une série d'arrangements intérimaires sur une période de cinq ans, devant aboutir à un règlement définitif<sup>36</sup>. Les questions difficiles et contenant un vif caractère émotionnel (les réfugiés, le futur statut de Jérusalem, la sécurité des frontières et le sort des implantations de colons) sont renvoyées à des négociations ultérieures et finales, dont le calendrier prévoit qu'elles devront avoir lieu trois ans après le début de la période intérimaire d'autonomie. Pour ce faire, des élections démocratiques doivent permettre d'élire les représentants palestiniens et décider des institutions destinées à administrer les zones d'autonomie. En matière de sécurité des frontières et des résidents israéliens des territoires occupés, celle-ci demeure sous la pleine et entière responsabilité d'Israël. Cependant, cette période intérimaire sera jalonnée par des phases de retraits successifs des forces israéliennes, à commencer à Gaza et Jéricho.

Par la suite, les modalités d'application du retrait israélien sont négociées au Caire et un premier accord entre les Israéliens et les Palestiniens, représentés par Yasser Arafat, appelé 'Oslo I' ou 'Gaza - Jéricho', est signé le 4 mai 1994. Cet accord représente le début d'un processus de gestion du conflit entre les deux peuples ennemis qui, pour la première fois, se trouve officialisé, institutionnalisé. Pour toutes les parties intéressées, la période intérimaire, qui s'ouvre le même jour, doit consacrer le processus de rapprochement et s'accompagner de mesures d'apaisement réciproques.

Mais il convient de souligner surtout que la Déclaration de principes consacre un état d'esprit, celui d'Oslo en 1993, fil conducteur de tout règlement négocié du Conflit israélo-arabe. Néanmoins, celui-ci provient d'un précédent remarquable : en effet, les 'Accords de Camp David' et les nombreuses étapes qui ont

---

<sup>36</sup> Théoriquement, la période intérimaire visant à organiser le retrait progressif des forces israéliennes stationnées dans les territoires occupés, ainsi que la mise en place des institutions de l'Autorité palestinienne, aurait dû commencer le 4 mai 1994, pour s'achever au plus tard cinq ans après, soit en 1999.

mené à leur conclusion, comme la visite de Sadate à Jérusalem, incarnaient avant l'heure la poignée de main entre Yasser Arafat et Ytzhak Rabin sur le perron de la Maison Blanche. D'ailleurs, si la 'Déclaration de Principes' ne mentionne pas les Accords de Camp David, elle s'en est largement inspirée à de nombreux points de vues. Cette interprétation a été affirmée à maintes reprises par William B. Quandt, ancien conseiller de Jimmy Carter, responsable de l'Institut de Recherches Brookings à Washington, qui déjà en 1992, suggérait que "même si plus personne n'en parle aujourd'hui, les Accords de Camp David restent le texte fondamental"<sup>37</sup>.

### **Conclusion**

Le processus est ainsi né d'une constatation pragmatique : d'une part, Israël fait partie intégrante du Proche-Orient, et cela même si l'É est hébreu et non arabe. De plus, le coût de sa destruction devient largement supérieur aux gains potentiels que le règlement pacifique du conflit pourrait engendrer. D'autre part, les Palestiniens sont en droit d'attendre la reconnaissance de leurs droits en tant que peuple, dont le droit légitime à l'autodétermination. Pour les uns comme pour les autres, le coût du *statu quo* était devenu complètement disproportionné.

Il convient cependant de tempérer l'espoir d'un règlement rapide et définitif du conflit israélo-palestinien, « l'Esprit d'Oslo » malgré l'avancée bien réelle qu'il représente tant au moment des Accords du même nom, que pour les négociations à venir, a été fortement malmené par les extrémistes des deux camps, qui refusent à contre-courant les compromis et sont prêts à tout faire, jusqu'au sacrifice de leur vie, pour que la terre leur revienne exclusivement. Cette dégradation de « l'Esprit d'Oslo » est à l'origine des blocages qui perdurent à l'heure actuelle. Les violences parfois sanglantes, nées dès le début du processus de Madrid, et qui se sont accentuées, sont autant d'obstacles, provisoires certes, mais significatifs qui retardent le calendrier des négociations sur le 'statut final'.

---

<sup>37</sup> Quandt William B., "Les accords de Camp David sont-ils toujours valables ?", *Politique Etrangère* (4), Hiver 1992 : 857-878, p. 857